ITALIE

★ Dès que la guerre fut déclarée, la présidence du Comité central de Milan prévint les comités italiens de se préparer à secourir les militaires blessés et malades, suivant le but de l'institution et selon les moyens dont ils pouvaient disposer. Les membres du Comité central, ainsi que le Comité des dames, furent aussitôt convoqués, pour coopérer aux travaux de l'œuvre et donner à la présidence le mandat exigé par les circonstances.

On ne pouvait pas encore savoir si la guerre, subitement déclarée par la France à la Prusse, resterait limitée entre ces deux grandes nations. Le Comité italien devait par conséquent se mettre en mesure de remplir son devoir, soit envers son propre pays, soit envers les nations belligérantes.

Nous n'avons heureusement pas à déplorer des complications, dans une guerre qui, même bornée, est déjà trop meurtrière et sanglante. L'Italie étant restée neutre, ainsi que les autres nations européennes, nous avons pu envoyer tous nos secours aux blessés et malades de France et d'Allemagne.

La présidence avait précédemment fait ses efforts pour que les comités exerçassent leur activité en temps de paix, afin de pouvoir en temps de guerre suffire d'autant mieux aux besoins signalés. C'est une des maximes qui sont à la base de l'institution formée à Genève, et dont l'importance, reconnue dernièrement encore à Berlin, le sera toujours plus à l'avenir. Ce principe, mis en pratique par quelques comités, ne l'a malheureusement pas été par tous.

Aussi, tandis que les comités fortement constitués répondaient immédiatement à l'appel de la présidence, d'autres ont dû commencer par s'organiser, avant de pouvoir entrer en activité.

Quelques comités qui n'avaient pas compris l'importance de l'action des comités de secours en temps de paix, en étaient venus par cela-même à oublier leurs devoirs envers les autres pays ; ils paraissaient vouloir réserver leur concours pour le cas seulement où l'Italie aurait à prendre part à la guerre.

Il est regrettable d'avoir à constater que l'esprit de la Convention de Genève, qui est l'esprit de la véritable charité, n'est pas encore répandu autant que nous le voudrions. Il est vrai qu'on doit secourir en premier lieu les soldats blessés de sa patrie et du pays ennemi avec lequel elle est en guerre ; mais, en dehors de ce cas, on doit également pratiquer le devoir sacré de venir en aide aux militaires blessés et malades de toute autre nation belligérante. Ce devoir impérieux doit être rempli sans aucune préférence de blessés amis ou ennemis, de soldats plus ou moins sympathiques. Quelles que soient les victimes du champ de bataille, toutes ont droit à la même pitié, à la même assistance, au même secours. Celui qui voudrait établir des distinctions dans cette œuvre éminemment philanthropique, tomberait dans une profonde erreur, effaçant de notre étendard son caractère universel, et, amoindrirait singulièrement un des plus beaux élans de la civilisation moderne.

Le Comité central milanais se réunit le 31 juillet, et chargea la présidence de remplir les obligations résultant des statuts de la Société, en s'inspirant d'une impartialité complète envers les belligérants et d'une prudente prévoyance pour les besoins éventuels du pays.

Investi de ce mandat, la présidence, avec la coopération du Conseil, entra immédiatement en activité, et se mit en rapports suivis avec les Comités centraux de Paris et de Berlin, ainsi qu'avec le Comité international de Genève et son Agence de Bâle. Elle fit connaître au public que l'Association italienne, par l'intermédiaire de ses comités, recevrait des secours pour les blessés des deux armées, les répartirait impartialement, et ferait connaître les besoins particuliers qui seraient signalés sur le champ de bataille. Dix-neuf comités locaux ont correspondu d'une manière régulière et bienveillante avec le Comité central italien. Il aurait été désirable, au point de vue de la régularité et d'une bonne administration, que d'autres comités qui ont aussi envoyé des secours, se missent en rapport avec le Comité central et répondissent à nos circulaires ; malgré cela, nous n'en reconnaissons pas moins que le bien final a été obtenu.

Nos appels au public ont été bien accueillis ; et nous sommes heureux de proclamer hautement, que la plus généreuse émulation

a existé chez les princes et les magistrats, chez les riches et chez le peuple, pour faire des offrandes en faveur des blessés. Nous avons communiqué à tous les comités italiens qui se sont tenus en rapport avec nous, les renseignements qui nous ont été transmis par les Comités centraux de Paris et de Berlin, et par le Comité international de Genève et son Agence de Bâle. Ces communications ont naturellement excité l'intérêt du public pour l'œuvre des secours aux blessés ; et fait diriger de nombreux dons sur l'Agence de Bâle dont nous signalons le zèle empressé. L'Agence a cru bien faire en correspondant directement avec quelques comités locaux ; mais nous croyons que, soit pour la régularité, soit pour la bonne direction des secours, il serait préférable de ne correspondre qu'avec les comités centraux, comme nos règlements l'établissent.

Il ne nous est pas possible de dire en détail ce qu'a fait chaque comité de l'association italienne ; nous pouvons affirmer dès à présent que tous les comités qui se sont tenus en rapport avec le Comité central, ont rempli leur devoir dans la mesure de leurs forces, en réunissant des secours pour les blessés des deux armées, et éventuellement pour ceux de notre pays.

Les envois ont été nombreux et de diverse nature ; nous avons eu égard aux désirs qui nous ont été manifestés et aux besoins spéciaux qui ont été indiqués. Les objets de pansement et le matériel médical ont naturellement abondé ; on a également envoyé des objets de lingerie, des instruments de chirurgie, des appareils pour fracture, du vin pour malades et d'autres réconfortants, etc.

Les comités qui ont déployé le plus d'activité, sont ceux de Florence, Turin, Venise, Udine, Padoue, Trévise, Bergame, Bologne, Ferrare, Reggio d'Emilia, Ancône, Crémone, Crema, Parme, Monza, Pavie, Côme, Codogno, et aussi, d'après ce que l'on nous écrit, ceux de Gênes, de Brescia, de Messine et de Vérone.

Le Comité central de Milan, après avoir invité les autres comités italiens à déployer leur activité, a fait ses efforts pour prêcher d'exemple, en ayant principalement en vue les besoins possibles des blessés italiens. L'événement donne raison à notre prévoyance ; et nous pourrions secourir utilement les blessés qui tomberaient à Rome pour couronner nos aspirations nationales.

Nous devons mentionner, d'une manière spéciale, l'organisation

faite par le Comité de Turin d'une ambulance sanitaire ; cette ambulance, acceptée par le Comité français, a été dirigée sur les champs de bataille.

Le Comité central italien s'était aussi occupé de l'organisation des ambulances ; mais les belligérants ne nous ayant jamais exprimé le désir positif d'en recevoir, nous nous sommes convaincus de la difficulté de les envoyer utilement. Ce point de vue nous fut confirmé par notre secrétaire général, M. le Dr Barbieri, après la visite qu'il fit à l'Agence de Bâle, où il reçut le meilleur accueil. Nous apprenions, en outre, que le Comité central français avait organisé de la manière la plus complète, à Paris, plusieurs grandes ambulances, que le personnel sanitaire en Prusse ne laissait rien à désirer, et que les pays voisins du théâtre de la guerre y avaient déjà envoyé plusieurs membres de leur personnel médical.

Dans ces conditions, faire des dépenses assez considérables, pour organiser des ambulances dont les services risquaient d'être sans emploi, aurait été diminuer les ressources qui sont utilisées directement et d'une manière certaine par les malades et les blessés des champs de bataille.

Nous espérons avoir fait quelque bien dans la mesure de nos forces, et nous en sommes heureux. Plus tard, nous reviendrons plus en détail sur les différentes phases de notre activité.

20 septembre 1870.

C. CASTIGLIONI.

LUXEMBOURG

Longtemps avant la guerre actuelle, le Comité international s'était préoccupé de la formation d'un comité central pour le grand duché de Luxembourg. Ce petit pays, en restant en dehors de la fédération de la Croix rouge, laissait subsister une solution de continuité très-regrettable dans le réseau des sociétés de secours, qui